

Victoire contre le projet d'implantation d'Amazon à Montbert : satisfaction mais vigilance !

Ce lundi 25 octobre 2021, la communauté de communes de Grand Lieu annonce l'abandon du projet d'entrepôt Amazon sur la commune de Montbert. Cette victoire est le fruit des mobilisations du collectif STOP Amazon 44, d'ANINA (Amazon Ni Ici Ni Ailleurs), FNE et les Amis de la Terre France des riverains et autres citoyennes et citoyens mobilisés depuis un an contre l'implantation de ce centre logistique d'Amazon.

Depuis octobre 2020, l'alliance entre riverains, collectifs de citoyen.ne.s, associations, syndicats, a su mener un rapport de force politique, médiatique et juridique déterminant dans l'abandon du projet. Face à la destruction d'emplois, l'ubérisation, la précarité et la pénibilité du monde du travail d'Amazon, nous avons interrogé quel type d'emplois nous voulons sur nos territoires. Face à la pollution environnementale et au consumérisme du modèle Amazon, nous sommes résolus à porter une économie locale, créatrice de lien social et respectueuse de la nécessaire transition écologique. Face à l'évasion et la concurrence fiscale déloyale d'Amazon, nous avons dénoncé l'incohérence à soutenir une multinationale qui ne paie pas sa juste part d'impôts, alors que nos services publics manquent cruellement de moyens.

Cette victoire est bien celle de la mobilisation citoyenne, celle de notre campagne: rassemblements festifs, tractages, actions non-violentes, interpellations des élus, mises en relation avec les commerçant.e.s, ... la diversité de nos modes d'actions et notre ténacité ont été une force déterminante. Nos arguments étayés face aux mensonges d'Amazon ou à l'aveuglement de certains élus locaux ont fini par peser dans l'espace médiatique et politique. Les citoyen.ne.s ont prouvé leur capacité à alimenter une vision de la démocratie à l'échelle locale.

Johann Boblin, président de la communauté de communes de Grand Lieu, indique que d'autres entreprises s'installeront sur l'espace initialement destiné à Amazon. Nous nous en réjouissons. Mais il n'y a pas plus de transparence sur le choix de ces entreprises, et il n'y a pas davantage de débat public en amont. Ces entreprises seront-elles à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux ? Les alternatives économiques et sociales à la surproduction et à la surconsommation existent, par exemple : circuits courts, production locale, ateliers de réparation, de transformation—et des emplois créés pérennes et respectueux des droits. **Nous resterons vigilants, en lien avec les riverain.e.s, sur ces projets en cours.**

Du local au global, la lutte continue. Oui, nous sommes parvenus à contrer la multinationale à Montbert, et les décisions contraires à l'intérêt général de la majorité des élus locaux, comme d'autres collectifs ont réussi à Einsisheim en Alsace, et probablement bientôt à Fournès dans le Gard. Mais nous savons que l'impunité fiscale, sociale et environnementale d'Amazon demeurent et s'intensifient à travers la planète. Nous savons aussi par les Amis de la Terre que *"Sous la présidence d'E.Macron, le nombre de projets d'entrepôts Amazon a augmenté de 411% ! Exemption des contraintes sur l'artificialisation, cadeaux fiscaux, exclusion des entrepôts de e-commerce du moratoire sur les zones commerciales, réduction par 2 de leurs impôts locaux par le Gouvernement, qui, selon Bercy, envisage maintenant de réduire considérablement les délais de jugement des recours contre les projets !"*. **Alors nous continuerons à rester vigilants sur de potentiels projets d'implantation d'Amazon. "Amazon, ni ici, ni ailleurs" reste notre boussole.**

Nous donnons rendez-vous le 26 novembre à Nantes à toutes celles et ceux qui veulent fêter cette victoire et proposer une autre vision que celle d'Amazon et son monde.

